

A la croisée de la crise des universités en Afrique

Note de lecture de *la liberté académique en Afrique*,
sous la direction de Mamadou Diouf & Mahmood Mamdani,
Dakar, CODESRIA, 1994, 400 pages

Charles Z. Bowao*

Ce qui est en jeu dans cet ouvrage fondamental, c'est l'analyse contradictoire des problèmes d'organisation et de promotion de l'activité intellectuelle en Afrique, encore que la mise en perspective de la notion de liberté académique centre particulièrement le débat sur le statut de l'université en tant qu'institution de recherche et d'enseignement. Qu'est-ce qu'elle (n')a (pas) été et (n')est (pas)? Qu'est-ce qu'elle (ne) devrait (pas) pouvoir être?

Il y est des interrogations épistémologiques et/ou historiques, des leçons sociologiques, politiques, voire idéologiques, sur lesquelles il n'aura pas été superflu — encore moins aisé — de revenir. Bien au contraire. Ce sont des aspects qui font de l'ouvrage, à la fois, une introspection critique, une rétrospection sereine et une prospection lucide.

Mais actualité oblige ! L'opportunité est à saisir, maintenant que par la force des événements, la crise des universités africaines ne peut plus être éludée. D'autant plus que les années académiques blanches et/ou invalides traduisent, au fond, l'impossibilité des acteurs universitaires et politiques à remettre à plus tard ce qui aujourd'hui est évidence et l'était d'ailleurs depuis belle lurette. Autrement dit, la perverse rhétorique du sauvetage — en fait du bricolage — des années académiques épuise progressivement de sa vitalité, et avec elle, la langue de bois sous-tendant une gestion politicienne de l'université, celle-ci devenant du coup une institution socialisée ou nationalisée, plutôt que d'être, ainsi que de tradition, un lieu exigeant de fécondation de l'universel.

Au-delà d'une simple éphéméride, la crise est plus complexe parce que d'ordre structurel, pour peu qu'elle impose la nécessité d'une réorientation magistrale de l'institution universitaire qui, jusque-là, fut soumise, bon gré mal gré, aux exigences d'une souveraineté étatique elle-même mal en point.

N'est-ce pas de cette vision restrictive de l'université que participent les débaptisations en vogue du genre «Université nationale du ...», «Université-Président de la République», «Université-Héros national»? Même la perspective plus ou moins intéressante parce que programmatique,

* Maître-assistant de philosophie, UCAD, Dakar, Sénégal.

dite «université de développement» n'aura pas échappé aux tribulations d'une démarche prioritairement contextualisante.

C'est donc une crise d'identité dont il s'agit de cerner au mieux l'enjeu pour éviter, en guise de solution, de s'embarquer dans une nouvelle utopie volontariste. Ce qui équivaldrait à se priver d'une occasion ultime pour engager, enfin peut-être, une aventure plus porteuse de bon sens historique, de fécondité inventive, en un mot, de félicité humaine.

Il va de soi que cette situation-limite de crise universitaire n'est pas sans se confondre avec la texture critique d'ensemble, caractérisée par une négociation délicate — c'est le moins que l'on puisse en dire — entre un vécu en perte de sens et une encore incertaine démocratisation, entre une quotidienneté hostile à la liberté académique et une ouverture pleine de promesses pour la liberté d'entreprendre.

Cependant, malgré cette ouverture (du reste controversée), rien ne prouve que la nouvelle historicité, celle issue de la revendication libérale, libérera l'académique du primat contextuel pour faire de l'Université une structure réellement indépendante, autonome et performante.

Quoi qu'il en soit, la réflexion initiée par *La Liberté Académique en Afrique* est la bienvenue, pour servir un tant soit peu ce débat de relance universitaire, pourvu que l'on daigne lui accorder l'attention voulue. Car, ainsi que l'évoque ce titre exaltant de Joseph Ki-Zerbo — un des auteurs de l'ouvrage — il s'agit non seulement de «revendiquer les Libertés Académiques, mais [surtout de] les produire et les organiser».

On devait le reconnaître — et leur en savoir gré, pourquoi pas ? — les auteurs de l'ouvrage n'ont pas été omnibusés par l'idée souvent tentante sous certains rapports, étouffante d'un unanimité quelconque. On en aurait que faire. Leur entreprise se veut ouverte, inachevée même, donc acquise à la réfutation au sens popperien du terme. Sans quoi, nul ne saurait tirer le meilleur parti d'une masse critique en attente d'un traitement décisif. C'est un choix, le seul digne d'intérêt, que celui d'opposer à la logique étatique de la force dissuasive et/ou répressive, l'élan persuasif du discours critique, même si, de l'aveu de certains, cette raison critique qui passe pour une exigence éthique et esthétique n'est pas toujours — hélas — à l'abri de quelque(s) impertinence(s) ou indécatesse(s) argumentative(s).

On repérera, en maints endroits, une analyse sans complaisance de l'attitude de l'universitaire vis-à-vis de ce qu'il devrait considérer comme un sacerdoce. Peut-être, ne le dira-t-on jamais assez, au lendemain des indépendances, lorsqu'ils n'ont pas contribué à la mettre au point ou à l'encourager de plusieurs manières, les universitaires ont préféré subir la politique des gouvernants, laquelle aura consisté à briser les grands pôles régionaux d'enseignement supérieur et de recherche, au profit de micro-universités. Dans un élan de fierté finalement négatif, chaque pays, a voulu, à tout prix former séparément ses cadres supérieurs. Au fil des temps,

ce repli sur soi a abouti à une pure et simple fonctionnarisation de l'universitaire patriotiquement engagé et à une confiscation scandaleuse des «franchises universitaires». On assistera alors à une massification de l'université qui, identifiée ipso facto à l'enseignement supérieur général ou professionnel, devient le réceptacle automatique des bacheliers.

De même, la préoccupation, confuse parce que mal comprise, de paix sociale, d'une part, le manque de débouchés de l'autre, ont encouragé avec la bénédiction des universitaires, la rétention injustifiée des dérogataires et autres finalistes à l'école. Ce qui fait que dans plusieurs cas, doublants et dérogataires étaient plus nombreux que les nouveaux, le contrôle continu de connaissances individuelles étant quasiment impossible. La culture de l'excellence était sacrifiée sur l'autel de la pléthore, le culte de la médiocrité devenant la règle implicite, à quoi s'ajoute la pratique légitimée de ré-orientation, autorisant le passage libre d'un département à un autre ou d'une faculté à une autre.

Au bout du compte, se comprend aisément le mauvais procès contre les universités africaines dont on dit, à tort, qu'elles sont des «fabriques de chômeurs».

Qui plus est; dans cette propension au nivellement par le bas, comment ne pas s'attendre à ce que la revendication socio-syndicale prenne tant de relief, au point d'éclipser l'exigence académique stricto sensu alors que, à moins d'une illusion de sens, celle-ci devrait plutôt structurer celle-là. La remarque vaut aussi bien pour l'étudiant que pour l'enseignant-chercheur. «Etre étudiant» est moins important que «être boursier», de même que «être universitaire» est moins contraignant — éthiquement parlant — que «être travailleur». N'a-t-on pas vu, par exemple, des syndicats prétexter du manque criard ou de l'insuffisance des moyens pour justifier le refus systématique de toute mesure tendant à limiter raisonnablement la durée de l'assistanat, oubliant(?) que l'assistanat est un grade de recrutement (d'où son caractère mouvant) et non un corps de permanence ?

Il est un aspect sur lequel on peut regretter le silence des auteurs de *La Liberté Académique en Afrique*, celui d'une évaluation on ne peut plus explicite de la pratique de promotion des universitaires. En effet, si les «franchises universitaires» sont indispensables à la liberté de la recherche-enseignement, le passage d'un grade académique à un autre devrait pouvoir en donner la stricte mesure. Après tout, la liberté académique est aussi requise pour ce faire. Il convient à ce propos de signaler que, dans certains pays, la pratique des promotions universitaires a donné libre champ au tribalisme, au népotisme et autres subjectivismes. En outre, des universitaires ont même consciemment (?) utilisé leur position politico-administrative pour bénéficier d'une élévation en grade. Et il en a été de la promotion académique comme du recrutement à l'université. L'utilisation abusive de la liberté académique par les universitaires dans un

cas ou dans un autre méritait d'être stigmatisée, même si pour la promotion, le recours au CAMES constitue une réponse en perspective.

Dans le même ordre d'idées, on peut déplorer, entre autres, que la revendication de liberté académique ait pu parfois servir de détour pour une opposition politique radicale au régime en place, beaucoup moins que pour accomplir, avant tout, l'exigence sacerdotale de l'universitaire. «Être universitaire» demeure alors un tremplin pour une carrière politique ou administrative, en lieu et place d'une visibilité en matière de production et de diffusion du (des) savoir-(fares).

On pourrait aujourd'hui se demander si l'évacuation de l'espace universitaire du fait du pluralisme politique, n'est pas une donnée regrettable, du moins dans une certaine mesure. Que des universitaires fassent dignement de la politique, ce n'est assurément pas une mauvaise chose en soi. Ce qui l'est, c'est la trahison de cette responsabilité sociale ; c'est le fait que devenu leader politique, l'universitaire mette en jeu sa personnalité au nom d'une vérité partisane puérile, dont il devient le légitimateur (propagandiste) attitré, perdant tout esprit critique, n'épargnant même plus la moindre intuition de l'universel qui devrait être son credo constant. Le renversement du mythe du «Général-Président», par celui du «Professeur-Président», autant que l'image renouvelée de l'intellectuel messianique, porteur d'une vérité libératrice, ne font que conforter la fragilité de l'esprit universitaire dans un environnement où l'illusion du changement radical est encore loin d'avoir raison de la réalité complexe du mal-être.

C'est vrai, si la lutte pour la liberté académique se révèle être une quête morale de l'universitaire contre lui-même, elle ne demeure pas moins une mise en cause de l'hégémonie tutélaire de l'Etat. Cela suppose, entre autres, une démocratisation plus profonde et plus responsable de la vie universitaire, d'une part, une ouverture plus grande et directe aux bailleurs de fonds et au monde du travail, de l'autre. On pourrait en convenir. Et l'Etat ?

Au-delà de la garantie et du respect des «franchises universitaires», devrait-il continuer à assurer les salaires et le budget de fonctionnement de l'université, tant il est vrai que celle-ci ne peut se prendre en charge à ce point? On pourrait répondre par l'affirmative, la contrepartie attendue étant surtout la formation des cadres et le bénéfice productif de la recherche. Mais la difficulté reste la traduction concrète de cette conception qui, à tout bien le prendre, n'est possible que si, dépassant le prisme national, on en arrive à une redistribution régionale (ou continentale) de la carte universitaire, la seule pouvant aider à éviter la perspective inacceptable, pour les pouvoirs publics, de faire de l'Université un Etat dans un Etat. Les «franchises universitaires» comprises comme modalités subjectives et objectives de réalisation de la liberté académique y gagneraient en précision, aussi bien sur le plan géographique que moral et juridique. Dans cette optique de

régionalisation (continentalisation) universitaire encore à formaliser, peuvent servir de référence prospective «La Déclaration de Kampala sur La Liberté intellectuelle et la responsabilité sociale (1990)» et «La Déclaration de Dar-es-Salaam sur Les Libertés académiques et la responsabilité sociale des universitaires (1990)», documents importants que l'on retrouve en appendice.

Au total ?

Quoiqu'on en dise, *La Liberté Académique en Afrique* est un ouvrage qui ne vient ni trop tôt, ni trop tard, témoigne d'une véritable prise de conscience du drame des universités africaines, en même temps qu'il pose les jalons de ce qui pourrait aider à en sortir éventuellement. Sans prétendre épuiser la réflexion, il a osé l'ouvrir, la démystifier pour ainsi dire. Et, ce n'est pas — loin s'en faut — un moindre mérite que de préfigurer, à la croisée de la crise universitaire actuelle, l'intelligence d'une rupture de temps dont on ne saurait (ou on ne pouvait continuer à) faire l'économie.